



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

27 avril 2016

La passation de service entre l'ancien Chef d'Etat-Major Général de l'Armée malgache, le Général Béni Xavier Rasolofonirina et son successeur, le Général Razafindrakoto Lantoarinjaka a retenu l'attention de la presse, ce jour. En même temps, les manifestations organisées du côté de la compagnie Air Madagascar et celles qui concernent les greffiers et les agents pénitentiaires ont également fait l'objet d'une couverture médiatique importante.

Politique interne

INVESTITURE DU NOUVEAU CEMGAM : LES MENACES DE DESTABILISATION SERONT PRISES AU SERIEUX

La cérémonie de passation entre le nouveau Chef d'Etat-Major général de l'Armée malgache (CEMGAM), le Général Razafindrakoto Lantoarinjaka et son prédécesseur, le Général Béni Xavier Rasolofonirina s'est tenue hier à Andohalo. Le nouveau CEMGAM s'est prononcé sur les rumeurs de déstabilisation qui circulent actuellement, plus particulièrement sur la prolifération illégale d'armes à feu dont il a reconnu l'existence. Selon ce haut gradé, de nombreuses munitions ont disparu durant les crises politiques de 1991 et 2002. Bien que certaines aient été retrouvées, bon nombre sont encore entre les mains de malfaiteurs. Face à cette menace, le Chef d'Etat-Major a rassuré que des mesures de prévention sont en cours de mise en œuvre au niveau des forces de l'ordre. D'ailleurs, une rencontre entre les hauts responsables des forces de l'ordre se tiendra incessamment afin d'évaluer la situation. De son côté, le CEMGAM sortant devenu ministre de la Défense nationale, Rasolofonirina Béni Xavier, a touché mot sur le cas des Généraux issus des 13^{ème} et 14^{ème} promotions de l'Académie militaire d'Antsirabe. Le ministre a rassuré que des places sont disponibles au niveau des ministères et des différentes institutions. En effet, ces officiers étant plus gradés que le nouveau CEMGAM, ils risquent de perdre leurs postes au sein de l'Etat-Major. (Midi Madagasikara p.2 ; Les Nouvelles p.4)

- *Madagascar Matin soutient que le risque de coup d'Etat, qu'il s'agisse de rumeurs ou d'une réalité est « l'effet pervers de l'interdiction flagrante de manifestations populaires à ciel ouvert par refus d'octroi d'autorisation ». (p.3)*
- *Selon le quotidien La Vérité, la proposition de recasement des officiers sortant de la 13^{ème} et de la 14^{ème} promotion faite par le ministre visait à faire taire la grogne dans les rangs des Forces armées. En effet, face à la nomination du nouveau CEMGAM, issu d'une promotion plus récente, ceux des 13^{ème} et 14^{ème} « se sentent ignorés » soutient le journal. (p.3)*

Economie et société

REACTIONS VIS-A-VIS DE LA GREVE DES TRANSPORTEURS D'ATSIMONDRANO

- *Jean Pierre Rakotoarivony, directeur de cabinet de la Commune urbaine d'Antananarivo a réagi face à la grève observée, mardi dernier, par les transporteurs publics de la zone Atsimondrano. Selon lui, il est impossible de retirer aux agents de*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



la police municipale leur attribution de règlementation de la circulation. Sans eux, les flux des transports entre les différentes communes seraient ingérables. De son côté, le ministère des Transports, par le biais de son directeur de cabinet, Jean Michel Andrianasolo a tenu à préciser que la dissolution de la Cellule d'intervention routière n'est encore effective. Il s'agit uniquement d'une suspension de ses activités jusqu'à nouvel ordre, notamment après une table ronde de toutes les parties prenantes qui se tiendra incessamment. (Madagascar-Laza p.2)

SAMIFIN: MADAGASCAR SOUPÇONNÉ D'ETRE UNE BASE ARRIERE DE TERRORISTES

La 4^{ème} conférence sous régionale de l'Océan Indien sur le renforcement de la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme en Afrique et dans l'Océan Indien se tient actuellement sur le sol malgache. C'est en marge de la cérémonie d'ouverture de cet événement que le directeur général du Service de renseignements financiers (SAMIFIN), Lamina Boto Tsara Dia, a confié à Madagascar-Laza que la Grande Ile serait soupçonnée d'être une base arrière de terroristes. Raison pour laquelle les autorités du régime mettent en place des dispositifs de sécurité imposants et renforcee les liens de coopération avec les pays étrangers. Concernant la contribution du SAMIFIN dans cette lutte, l'organe est chargé de la section se rapportant au financement du terrorisme. Dans ce domaine, toutefois, le SAMIFIN ne possède pas encore tous les dispositifs d'accompagnement nécessaires pour la réalisation de sa nouvelle mission. (p.3)

Relations internationales

LA SECRETAIRE D'ETAT ADJOINTE AMERICAINE A MADAGASCAR

Heather Hingginbottom, Secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis en charge de la gestion et des ressources, est actuellement en visite dans la Grande Ile. Une descente qui s'inscrit dans le cadre de l'appui apporté par l'Etat américain dans le domaine de la bonne gouvernance, notamment sur les volets transparence et redevabilité. Ainsi, à l'occasion de sa visite sur le sol malgache, la diplomate va s'entretenir avec le Président de la République, Hery Rajaonarimampianina et ses collaborateurs, sur les sujets en rapport avec la croissance économique du pays et la préservation de l'environnement. Par ailleurs, Heather Hingginbottom, rencontrera les programmes d'assistance des Etats-Unis en matière de santé, de développement communautaire et de protection de la biodiversité. (Madagascar-Laza p.2 ; Midi Madagasikara p.3 ; L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.3 ; La Gazette de la grande Ile p.5)

- **Madagascar-Laza** voit dans cette visite, une confirmation de la volonté des Etats-Unis à poursuivre leur coopération avec Madagascar. (p.2)
- **L'Express de Madagascar**, pour sa part, fait remarquer que les thématiques qui seront abordées par la diplomate ont déjà été discutées avec les émissaires américains qui sont venus à Madagascar avant elle. Le quotidien soutient que cette récurrence laisse penser que « les Etats-Unis souhaitent mettre la pression sur les responsables étatiques malgaches. » (p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



AFRIQUE DU SUD : APPUI AUX INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT

L'Ambassadeur d'Afrique du Sud, SEMme Maud Dlomo a rendu une visite de courtoisie à Narson Rafidimanana, ministre auprès de la Présidence chargé des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement (MPATE). Ce fut l'occasion pour la diplomate sud-africaine de réitérer la volonté de son pays à poursuivre la coopération avec Madagascar dans le cadre de la construction de nouvelles infrastructures et de l'aménagement du territoire. En ce sens, des plans de désengorgement et d'embellissement de la capitale seront prochainement dressés. Pour sa part, Narson Rafidimanana a mis un point d'honneur à poursuivre les projets mis en œuvre par son prédécesseur. Il a également rappelé la venue prochaine d'investisseurs malgaches en Afrique du Sud. Enfin, la MPATE a annoncé qu'une délégation malgache sera en visite en Afrique du Sud afin de constater de visu les infrastructures de ce pays et s'en inspirer pour Madagascar. (Les Nouvelles p.4 ; Madagascar-Laza p.3)

Foyer de tension

SUITE DE LA GREVE DES GREFFIERS ET DES AGENTS PENITENTIAIRES

Le Syndicat des Greffiers de Madagascar et le Syndicat du personnel de l'Administration pénitentiaire se sont décidé à reprendre les manifestations. Selon le président du syndicat des greffiers, Nicolas Rabenandrasana, les pourparlers avec l'autorité compétente n'ont pas abouti car aucune solution concrète n'a été avancée durant la rencontre qui a eu lieu, hier, avec le ministre de la Justice. Un comité ad hoc chargé du suivi et du contrôle de la mise en œuvre des revendications des manifestants a, pourtant, été créé à l'issue de l'entretien avec le Garde des sceaux, Charles Andriamizeza. Les grévistes envisagent de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce qu'une décision écrite prévoyant le paiement de leurs arriérés soit adoptée en conseil du gouvernement et insérée dans la Loi de finances. En attendant, les agents pénitentiaires continueront à fermer le portail des maisons carcérales aux détenus. Les greffiers, quant à eux, n'assisteront à aucune audience. Au vu de la situation, le Bâtonnier de Madagascar, Hibert Raharison estime que cette grève, bien que légitime, a des effets néfastes sur le bon fonctionnement du système judiciaire. Ainsi, il suggère aux greffiers d'assurer un service minimum. (L'Express de Madagascar p.8 ; Madagascar-Laza p.2 ; Les Nouvelles p.2)

- **Midi Madagasikara** se tourne vers le Premier ministre pour solliciter une prise de responsabilité de sa part dans la résolution des foyers de tension qui sévissent actuellement. Selon le quotidien, il est temps pour le numéro Un du gouvernement de trouver des solutions. (p.3)
- Sur un ton alarmiste, **Madagascar Matin** soutient que le ministre de la Justice n'a pas réussi à solutionner le problème. « Au contraire, la tension monte encore d'un cran » (p.4)

AIR MADAGASCAR : LES 4 DELEGUES SYNDICAUX POURSUIVENT LEUR SIT-IN

Les quatre délégués syndicaux d'Air Madagascar, appuyés par quelques-uns de leurs collègues, ont maintenu leur sit-in devant le siège de la compagnie à Analakely. Les revendications restent les mêmes et portent notamment sur l'application de la décision du

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Tribunal administratif ordonnant leur réintégration au sein de la compagnie. (**Madagascar-Laza p.7**) De son côté, le Directeur Général de la compagnie, Gilles Filliatreault, a annoncé qu'Air Madagascar a été autorisée par l'inspection du travail à licencier ces agents. (**L'Express de Madagascar p.3**) Par ailleurs, craignant un débordement, les éléments des forces de l'ordre se sont mobilisés du côté d'Analakely et ses environs. L'intervention de l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région s'inscrit dans le cadre l'interdiction à manifestation, annoncée la veille par le Commandant de la Circonscription inter-régionale de la Gendarmerie nationale. (**Madagascar-Laza p.7**)

- **Madagascar-Laza**, dans un souci d'impartialité, a tenté de s'enquérir des voix des deux bords concernés, notamment les manifestants et le directeur général de la compagnie, Gilles Filliatreault. Si l'avocat des grévistes, Maître Willy Razafinjato s'est exprimé sur le mouvement, le DG de la compagnie n'a pas souhaité apporter de commentaire. (**p.7**)
- **L'Express de Madagascar** a adopté une approche plus partielle et accordé une couverture ample au DG d'Air Madagascar. Dans son interview, Gilles Filliatreault s'est dit incompetent pour réintégrer les délégués grévistes, en soulignant que « l'avenir d'Air Madagascar est entre les mains de l'Etat ». (**p.3**)
- **La Gazette de la Grande Ile** a observé une couverture tendant à aiguïser les tensions, en rapportant sur un ton exagéré l'échange verbal entre le commandant de bord licencié Rado Rabarilala, et le DG de la compagnie Gilles Filliatreault. En effet, il y eu une brève altercation entre les deux protagonistes, qui ont chacun affirmé ne pas avoir peur de l'autre. Sur un ton alarmiste, le quotidien présage qu'à la prochaine rencontre, ils pourraient « ne pas se cantonner au stade de l'altercation verbale... un échange de coups de poing pourrait se produire. » (**p.5**)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.7

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

